

LA GESTION DES CONSEILS D'ECOLE: VILLE DE PERPIGNAN

I. CADRE JURIDIQUE (organisation-fonctionnement)

II. LA GESTION DES CONSEILS D'ECOLLES PERPIGNAN:

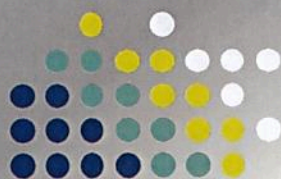
Organisation et Perspectives

III. SYNTHESE DU RAPPORT D'INFORMATION fait au Sénat

par Mme MARIE ANNICK DUCHENE

au nom de la commission culture de l'Education et de la
communication sur les conseils d'écoles,





I. CADRE JURIDIQUE

PERPINYÀ
perpinya.com
la catalana

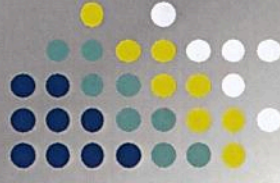
PERPIGNAN
mairie-perpignan.fr
la catalane

CADRE JURIDIQUE

Décret n° 2008-263 du 14 mars 2008 relatif aux dispositions réglementaires du livre IV du code de l'éducation (Décrets en Conseil d'Etat et décrets)

Dans chaque école, le conseil d'école est composé des membres suivants :

- 1° Le directeur de l'école, président ;
- 2° Le maire ou son représentant et un conseiller municipal désigné par le conseil municipal ;
- 3° Les maîtres de l'école et les maîtres remplaçants exerçant dans l'école au moment des réunions du conseil ;
- 4° Un des maîtres du réseau d'aides spécialisées intervenant dans l'école choisi par le conseil des maîtres de l'école ;
- 5° Les représentants des parents d'élèves en nombre égal à celui des classes de l'école, élus selon les modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'éducation. Ces représentants constituent au sein du conseil d'école le comité des parents prévu par [l'article L. 411-1](#) ;



6° Le délégué départemental de l'éducation nationale chargé de visiter l'école. L'inspecteur de l'éducation nationale de la circonscription assiste de droit aux réunions.

Le conseil d'école est constitué pour une année et siège valablement jusqu'à l'intervention du renouvellement de ses membres.

Le conseil d'école se réunit au moins une fois par trimestre, et obligatoirement dans les quinze jours suivant la proclamation des résultats des élections, sur un ordre du jour adressé au moins huit jours avant la date des réunions aux membres du conseil.

En outre, il peut également être réuni à la demande du directeur de l'école, du maire ou de la moitié de ses membres.

Assistent avec voix consultative aux séances du conseil d'école pour les affaires les intéressantes :

a) Les personnels du réseau d'aides spécialisées ainsi que les médecins chargés du contrôle médical scolaire, les infirmiers et infirmières scolaires, les assistants de service social et les agents spécialisés des écoles maternelles ;

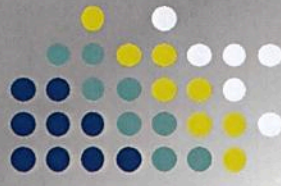


CADRE JURIDIQUE



- en outre, lorsque des personnels médicaux ou paramédicaux participent à des actions d'intégration d'enfants handicapés, le président peut, après avis du conseil, inviter une ou plusieurs de ces personnes à s'associer aux travaux du conseil ;
- b) Le cas échéant, les personnels chargés de l'enseignement des langues vivantes, les maîtres étrangers assurant dans les locaux scolaires des cours de langue et culture d'origine, les maîtres chargés des cours de langue et culture régionales, les personnes chargées des activités complémentaires prévues à [l'article L. 216-1](#) et les représentants des activités périscolaires pour les questions relatives à leurs activités en relation avec la vie de l'école.
- Le président, après avis du conseil, peut inviter une ou plusieurs personnes dont la consultation est jugée utile en fonction de l'ordre du jour.
Les suppléants des représentants des parents d'élèves peuvent assister aux séances du conseil d'école

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

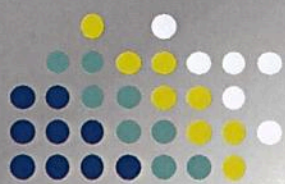


- Le conseil d'école, sur proposition du directeur de l'école ;
- 1° Vote le règlement intérieur de l'école ;
- 2° Etablit le projet d'organisation de la semaine scolaire conformément aux [articles D. 521-10 à D. 521-13 du code de l'éducation](#) ;
- 3° Dans le cadre de l'élaboration du projet d'école à laquelle il est associé, donne tous avis et présente toutes suggestions sur le fonctionnement de l'école et sur toutes les questions intéressant la vie de l'école, et notamment sur :
 - a) Les actions pédagogiques qui sont entreprises pour réaliser les objectifs nationaux du service public d'enseignement ;
 - b) L'utilisation des moyens alloués à l'école ;
 - c) Les conditions de bonne intégration d'enfants handicapés ;
 - d) Les activités périscolaires ;
 - e) La restauration scolaire ;
 - f) L'hygiène scolaire ;
 - g) La protection et la sécurité des enfants dans le cadre scolaire et périscolaire ;

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

- 4° Statue sur proposition des équipes pédagogiques pour ce qui concerne la partie pédagogique du projet d'école ;
- 5° En fonction de ces éléments, adopte le projet d'école ;
- 6° Donne son accord pour l'organisation d'activités complémentaires éducatives, sportives et culturelles prévues par [l'article L. 216-1](#) ;
- 7° Est consulté par le maire sur l'utilisation des locaux scolaires en dehors des heures d'ouverture de l'école, conformément à l'article [L. 212-15](#).
- En outre, une information doit être donnée au sein du conseil d'école sur :
 - a) Les principes de choix de manuels scolaires ou de matériels pédagogiques
 - b) L'organisation des aides spécialisées.
- En fin d'année scolaire, le directeur de l'école établit à l'intention des membres du conseil d'école un bilan sur toutes les questions dont a eu à connaître le conseil d'école, notamment sur la réalisation du projet d'école, et sur les suites qui ont été données aux avis qu'il a formulés.
- Par ailleurs, le conseil d'école est informé des conditions dans lesquelles les maîtres organisent les rencontres avec les parents de leurs élèves, et notamment la réunion de rentrée.
- Le conseil d'école établit son règlement intérieur, et notamment les modalités des délibérations.





LA GESTION DES CONSEILS D'ECOLLES PERPIGNAN:

Organisation et Perspectives

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

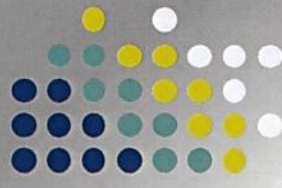
- 1 Responsable de service+ 2 agents pour 61 écoles (32 mat + 29 elem)
- organisation territorialisée

La nécessité de répondre aux questionnements des Conseils d'Ecole

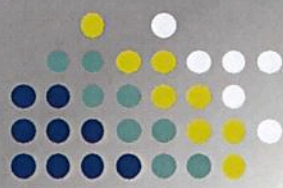
- La mise en œuvre des conseils d'école nécessite de fournir aux élus délégués les moyens :
 - De répondre aux questions de la communauté éducative abordées dans l'ordre du jour en sollicitant les différents services de la ville concernés.
 - De souligner l'action éducative de la commune dans les domaines scolaires, périscolaires et la mise en place des projets éducatifs culture, sport, EDD, citoyenneté, science...



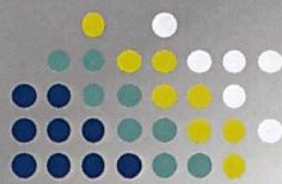
ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT



- Gestion des organigrammes de clés des écoles
- Gestion des conventions mis à disposition des locaux
- Gestion des commissions de parents
- Gestion des locaux SRAN avec la DSDEN66 (**Stage de remise à niveau**)
- Mise en place de procédures pour les travaux
- Suivi des PPMS
- Organisation des visites des écoles à la demande des parents ou de l'él
- Préparation du power point (pour le conseil municipal de septembre)
- Préparation des visites lors de la journée de rentrée

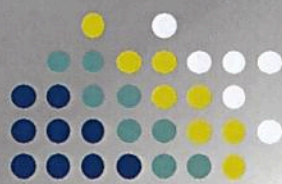


PERSPECTIVES: Expérimenter une nouvelle Gouvernance du conseil d'école dans le cadre de la Cité Educative



• Il s'agit de revoir le fonctionnement du conseil d'école afin d'expérimenter une nouvelle forme de co-construction d'un projet d'école.
en travaillant les leviers suivants :
Favoriser le dialogue avec des directeurs d'école autonomes, habilités à prendre des décisions sur un projet éducatif et à gérer un budget dédié avec l'ensemble des membres du conseil d'école.
Etablir une co-présidence entre le maire et le directeur de l'école et conforter la représentation et la participation des autres acteurs éducatifs tels que les ATSEM, les animateurs associatifs des ALAE, les parents délégués et les élèves délégués

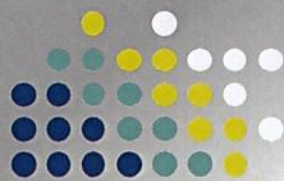
Le Budget scolaire serait affecté à un porteur associatif acteur de l'école : l'association d'éducation populaire en charge du périscolaire.



- Libérer un budget global de la Caisse des écoles pour une gestion directe par l'ensemble des acteurs de l'école et portage comptable par un porteur associatif (préférentiellement celui de l'association en charge du périscolaire) ou la coopérative scolaire.

S'appuyer sur les changements du code de l'Education relatifs à la gouvernance, les attributions et compétences des conseils d'école et sur la réflexion en cours sur le statut des directeurs d'école pour rédiger une charte de fonctionnement et des règles de procédure.

EXPERIMENTATION EN COURS DE MISE EN PLACE **DANS LE CADRE DE LA CITE EDUCATIVE(A SUIVRE)**



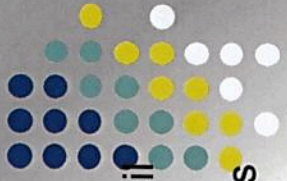
I. SYNTHÈSE

RAPPORT D'INFORMATION

fait au Sénat

par Mme MARIE ANNICK DUCHENE

**au nom de la commission culture de l'Éducation et
de la communication sur les conseils d'écoles**



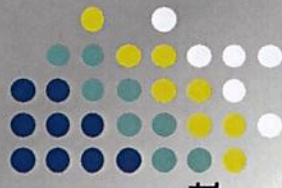
Il ressort d'un grand nombre de témoignages recueillis qu'un travail sur le conseil d'école ne saurait faire l'économie d'une réflexion globale sur l'école. Le conseil d'école apparaît en effet comme le lieu où se manifestent l'ensemble des défauts et des insuffisances de l'école :

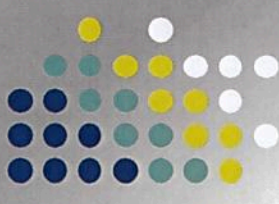
- absence de statut du directeur d'école,
- absence d'autonomie administrative et de responsabilité des établissements,
- centralisation extrême des décisions,
- imbrication croissante des temps scolaire et périscolaire, etc.

**il ne saurait y avoir une évolution
significative du conseil d'école sans
qu'une réflexion soit menée sur
l'organisation de l'école primaire.**

I. Faire évoluer le statut du directeur d'école

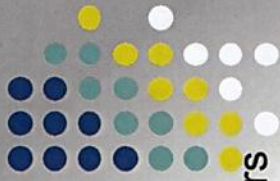
- a) Une fonction en évolution
- La fonction de directeur d'école et ses attributions sont définies par le décret n° 89-122 du 24 février 1982. Appartenant au corps des professeurs des écoles, le directeur d'école ne possède pas d'autorité hiérarchique sur ses pairs. Il se borne à assurer la coordination nécessaire entre les maîtres et à animer l'équipe pédagogique.
- Ses responsabilités sont néanmoins nombreuses : il « veille à la bonne marche de l'école et au respect de la réglementation qui lui est applicable », répartit les élèves et les moyens d'enseignement et organise le travail des personnels communaux en service à l'école qui, pendant leur service dans les locaux scolaires, sont placés sous son autorité. Enfin, il est l'interlocuteur des maires et autorités locales, des parents d'élèves et des responsables des activités périscolaires. C'est en cette qualité qu'il organise les élections des parents d'élèves et qu'il préside le conseil d'école.





I. Faire évoluer le statut du directeur d'école

- Or les réformes récentes qu'a connues l'école réforme de l'enseignement primaire de 2008, la refondation de l'école ainsi que l'introduction des nouveaux rythmes scolaires — ont eu pour conséquences:
 - l'accroissement du champ du travail en équipe au sein de l'établissement et l'imbrication des activités scolaires et périscolaires, ce qui ne va pas sans poser la question de la responsabilité des directeurs pour les activités se déroulant à l'école en dehors du temps de classe et d'aide personnalisée.
 - De plus, la fonction de directeur d'école se heurte à un réel déficit d'attractivité.
 - la formation est très limitée ; un directeur d'école bénéficie d'une formation dont la durée est fixée à trois semaines avant la prise de fonction et à deux semaines au cours de la première année d'exercice
 - Enfin, l'absence de statut hiérarchique tend à brider l'autorité fonctionnelle des directeurs d'école sur leurs collègues enseignants.



- b) Une revalorisation de la fonction engagée
- Le rapport de la concertation pour la refondation de l'école faisait lui-même état de l'urgence qu'il y avait à « définir enfin un véritable statut des directeurs d'école et leur donner les moyens pour qu'ils puissent accomplir l'ensemble de leurs missions et devenir les interlocuteurs reconnus de leurs partenaires »².
- En conséquence, le groupe de travail consacré au métier de directeur d'école a défini un référentiel métier des directeurs d'école³, qui précise leurs missions et qui constitue ainsi la première reconnaissance de la spécificité de leur métier. Le contenu de la formation des directeurs d'école a été redéfini et sa durée augmentée d'au moins trois jours en fin de première année d'exercice⁴.
- Sur le plan indemnitaire, un arrêté du 22 juillet 2014 prévoit la revalorisation, à partir de la rentrée 2014, de l'ISS des directeurs d'écoles de une à neuf classes. La part complémentaire de l'ISS s'élève désormais à 500 euros pour les directeurs d'écoles d'une à trois classes et à 700 euros de quatre à neuf classes.
- La revalorisation du métier de directeur d'école prend également la forme d'un accroissement progressif des décharges de service⁵.